

X. La cent quarantième section de l'acte des corporations municipales du Haut-Canada de 1849, sera et est par le présent abrogée, et la clause suivante sera substituée et passée au lieu d'icelle : " Qu'il sera et pourra être loisible à toute cour de juridiction criminelle, pour toute offense non passible de la peine capitale, commise dans les limites de la dite cité ou ville, par toute personne agée de moins de dix-huit ans, et à toute cour de recorder, de maire, de magistrat de police, ou à deux échevins ou juges de paix ayant juridiction dans la dite cité ou ville, pour toute offense non passible d'emprisonnement dans la pénitencière provinciale, commise par aucune personne agée de plus de dix-huit ans, de condamner la dite personne à être emprisonnée sur telle ferme d'industrie, avec ou sans les travaux forcés pour telle période de temps qui pourra être par la loi prescrit ou fixé sur la condamnation du dit contrevenant, au lieu de condamner le dit contrevenant à aucune prison ou lieu maintenant fixé par la loi pour le dit emprisonnement."

Sec. 140 de 12  
Vic. c. 81,  
abrogée.  
Nouvelle  
clause substi-  
tuée.

Certains dé-  
linquants  
pourront être  
condamnés à  
l'emprisonne-  
ment sur une ferme  
d'industrie.

XI. Le conseil municipal de la dite cité ou ville pourra de temps en temps passer, modifier et abroger tel règlement ou règlements qui pourront être considérés comme requis ou nécessaires pour l'administration et le bon gouvernement de la dite ferme d'industrie et aussi de déclarer par tout règlement ou règlements passés de temps en temps comme susdit, quelle espèce de personnes pourront être emprisonnées ou envoyées sur la dite ferme d'industrie et pour quelle durée ou durées, et avec ou sans les travaux forcés, et aussi par qui le dit emprisonnement pourra être fait.

Le conseil  
pourra passer  
des règle-  
ments pour la  
gouverne des  
fermes d'in-  
dustrie.

XII. Le conseil municipal de la dite cité ou ville pourra ériger et construire sur la dite ferme d'industrie une prison et maison de correction ou l'une ou l'autre des deux, et la dite prison ou maison de correction pourra servir et être employée comme lieu d'emprisonnement des personnes accusées d'offenses commises dans les limites de la dite cité ou ville, soit avant soit après leur condamnation aussi pleinement et aussi efficacement qu'aucune prison ou lieu de détention peut aujourd'hui en vertu de la loi servir et être employé comme lieu d'emprisonnement des dites personnes.

Prison, etc.,  
pourra être  
érigée sur la  
ferme d'indus-  
trie.